

Le ministère marocain de l'Intérieur a limogé le wali de Marrakech Mounir Chraïbi à la suite de protestations du Parti Authenticité et Modernité. Pour de nombreux observateurs, cette décision est le signe de l'influence grandissante de ce parti.



Mounir Chraïbi
(Photo: Maghreb Canada Express)

Après un rapport sur les circonstances ayant trait aux élections dans la circonscription de Menara (Marrakech, Maroc) lors des récentes élections communales, le ministère marocain de l'Intérieur a limogé Mounir Chraïbi, le wali (président) de la région de Marrakech-Tensift-El Haouz.

Le ministère a expliqué le 21 juillet dernier que la commission avait conclu à l'existence de "grands dysfonctionnements" au sein des services administratifs de la wilaya et avait donc décidé de "décharger Mounir Chraïbi de ses fonctions".

La question était apparue après qu'une plainte pour irrégularités dans le scrutin déposée par le candidat du Front des Forces Démocratique (FFD) eut conduit le tribunal administratif à invalider le résultat de l'élection communale du 12 juin

dans le district de Menara, annulant ainsi l'élection de Fatima Zahra Mansouri à la mairie de Marrakech. Le 15 juillet, les responsables du Parti Authenticité et Modernité (PAM) à Marrakech avaient observé une grève de 48 heures pour protester contre cette décision.

Selon Mme Mansouri, Mounir Chraïbi lui aurait demandé de déléguer des responsabilités stratégiques – y compris le logement – aux responsables de la ville. Le wali aurait également demandé que Mme Mansouri lui permette d'assumer quelques-unes des fonctions les plus importantes dans la "ville ocre".

PRESSIONS INACCEPTABLES

"Je ne pouvais pas accepter", a-t-elle déclaré aux journalistes. "J'estime qu'il insistait trop, surtout pour la délégation des pouvoirs", a-t-elle ajouté.

Le PAM avait déclaré détenir des preu-

ves sur la mauvaise gestion de la ville. Le parti avait tenu le wali pour responsable de la décision du renouvellement des élections.

LE PAM INQUIÈTE...

Le fait que les allégations du PAM et les propos de Mme Mansouri aient incité le ministère de l'Intérieur à relever le wali de ses fonctions a surpris à la fois les responsables politiques et l'opinion publique.

Après que ce parti, vieux d'un an à peine, eut raflé les élections communales du mois dernier, plusieurs membres des partis en place avaient fait part de leur scepticisme quant au fait de savoir si ce nouveau venu sur la scène politique serait effectivement en mesure d'exercer le pouvoir.

Après le limogeage du wali, il apparaît désormais au vice-secrétaire général du Parti Justice et Développement Lahcen Daoudi qu' "il existe des gens heureux à qui on fait plaisir".

... ET DAUDI DE RENCHÉRIR !

"On a l'impression que c'est le PAM qui fait la loi. C'est en tout cas le message qui se dégage de cette décision très rapide", a-t-il déclaré.

Fatima Moustaghfir, députée du Mouvement Populaire, reconnaît que cette mesure "prise en un temps record" la semaine dernière par le ministère de l'Intérieur "est à l'image du poids actuel du PAM dans l'échiquier politique".

De plus, explique-t-elle, cette mesure intervient alors que bon nombre de plaintes contre des walis et des gouverneurs n'aboutissent pas.

"J'ai moi-même adressé des plaintes contre certains walis et gouverneurs. Il faut dire que la culture et le diplôme ne sont pas suffisants pour ces hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Il faut qu'ils reçoivent des études politiques", poursuit-elle.

Mais Mme Moustaghfir souligne que le PAM "a obtenu ce qu'il voulait" grâce aux protestations et aux preuves étayant ses dires.

Concernant la rapidité de réaction du ministère, elle

a expliqué à Magharebia que c'est ainsi que toutes les affaires de ce type devraient être traitées.

"Le ministère de l'Intérieur devrait surveiller de plus près les walis", conclut-elle.

Pour sa part, le PAM estime que l'action du ministère est intervenue un peu tard, car le secrétaire général du parti avait déjà présenté il y a quelques mois un dossier complet au ministre de l'Intérieur sur les mauvais agissements des walis et des gouverneurs dans bon nombre de villes.

Le PAM a également utilisé les médias pour atteindre son but.

"Le PAM a exercé la pression sur le ministère de l'Intérieur et a dénoncé publiquement dans les médias les agissements du wali de Marrakech", a expliqué Fouad Madani, professeur de science politique.

"Il était important de réagir, mais en même temps, cela laisse planer des questions sur les autres cas qui n'ont pas été traités comme celui-ci", a-t-il ajouté.

Pour le ministère de l'Intérieur, cette polémique n'a pas lieu d'être, car bon nombre de responsables de l'autorité locales ont été récemment limogés dans d'autres affaires.

Par Siham Ali pour Magharebia à Rabat -- 26/07/09 (magharebia.com)



F.Z Mansouri
(Photo AFP)